**Présidentielles 2012:**

**Promouvoir un “Grand Paris” ambitieux, solidaire et durable**

Sur le sujet du "Grand Paris", beaucoup de contributions thématiques de fond ont déjà été apportées par les responsables politiques et élus de gauche au cours des dernières années, notamment dans le cadre des travaux de l’AMIF et de Paris Métropole. Les débats entre élus et praticiens des collectivités ont notamment porté sur les questions de péréquations financières, de solidarité fiscale, de cooperations intercommunales, etc.

Comme il est probable que la droite décidera à nouveau de faire de ce thème l’un de ses chevaux de bataille durant la prochaine campagne présidentielle et que le Président cherchera sans doute à incarner pleinement une vision particulièrement ambitieuse du Grand Paris, nous avons tout intérêt à envisager la question dans cette optique particulière.

Il pourra être d’autant plus opportun d’insister sur la question métropolitaine qu’elle dépasse le seul cas particulier parisien: nombre des problématiques urbaines auxquelles se trouvent confrontées les villes de la région capitale rejoignent en effet celles des autres principales agglomérations françaises.

**Mettre en avant le principe du développement solidaire, dans l’intérêt de l’ambition métropolitaine**

D’une manière générale, sans se perdre dans des considérations trop techniques et institutionnelles que seuls les professionnels et les élus locaux sont en mesure de comprendre, il serait　intéressant　que notre candidat propose de façon simple et claire la vision d’un projet métropolitain qui soit à la fois ambitieux et solidaire; projet qui se tournerait vers l’avenir en assumant pleinement la vocation phare de la région capitale à l’echelle européenne et mondiale, tout en veillant au renforcement de la cohésion à l’échelle locale – point sur lequel le discours UMP pêche souvent.

Le constat du délitement des relations sociales, les tendances à l’enclavement et à la marginalisation de certains quartiers et couches de la population, la permanence d’un climat d’insécurité physique et sociale dans nombre de banlieues " sensibles " (et de plus en plus delaissées par les classes moyennes) ne date certes pas du quinquennat de Nicolas Sarkozy.　Mais force est de constater qu’il ne s’est pas attenué dans la dernière période. On peut même dire le contraire, si bien qu’éluder les sujets relatifs au persistant " malaise des banlieues " (ou le traiter dogmatiquement comme résultant uniquement des difficultés macro-économiques, ce qui revient au même) serait sans doute une erreur politique tant ce questions sont pour de larges parties de la population une préoccupation majeure. Qu’elles fassent ou nom la une des actualités, elles hantent continuement le subconscient collectif, car elles posent un défi majeur à la Nation et interrogent profondément sa capacité à se perpétuer tout en faisant place à l’ensemble de ses membres. Comme il est prévisible que, comme en 2002 et en 2007, la droite saura "ressortir de son chapeau" ces thématiques au moment décisif en jouant sur le registre de l’émotionnel et en mettant en avant tel ou tel crise ou fait divers, il est d’autant plus important d’y accorder la plus grande attention dès à présent, et de réfléchir aux réponses possibles.

Cela demande de se préparer sur la forme à jouer un rôle d’alerte: en avertissant par avance du risque d’instrumentalisation, on attenuera d’autant les effets d’éventuelles tentatives de manipulations de l’opinion; Mais le plus important est évidemment de se préparer sur le fond à porter un discours ambitieux et solidaire pour les territoires urbains français, et de réflechir aux moyens de le mettre en œuvre par la suite.

**L’importance des "territoires charnières" de la métropole**

Pour porter la vision d’une métropole porteuse d’une certaine cohésion sociale (et s’appuyant sur celle-ci pour assurer son développement pérenne), il peut être intéressant d’insister sur l’importance des territoires métropolitains charnières, ces villes intermédiaires de la première couronne qui entourent la ville-centre de Paris, et où se trouvent nombre des clefs d’un Grand Paris réussi. La densification démographique, la vitalité économique et les difficultés sociales qui s’observent dans nombre de ces villes font qu’elles méritent une considération particulière. De la réalité ou non de la mixité et du bien vivre ensemble dans ces communes qui entourent la ville-centre dépendra la cohérence future de l’ensemble urbain et les degrés de disparités sociales en son sein (avec toutes les tensions et coûts qui vont, ou pas, avec). Dans ce contexte, on peut suggérer une vision plus équilibrée du Grand Paris que celle popularisée par le Président sortant. Celle-ci repose en effet quasi exclusivement sur une logique de pôles visant certes à accroître l’attractivité, la visibilité et la compétitivité à l’échelle globale, mais qui parfois ne se soucie guère des équilibres locaux et des pratiques existantes, au risque de multiplier localement les inegalités de développement des territoires.

Or c’est dans une large mesure dans ces villes charnières situées aux portes de Paris que la métropole se recompose aujourd’hui, et que se posent ces questions (quel développement métropolitain? Pour qui? Comment faire profiter les habitants des quartiers populaires du dynamisme des pôles d’activités qui les jouxtent souvent?). C’est dans ces espaces intermédiaires que se dresseront demain les barrières ou que, à l’inverse, s’établisseront les passerelles entre les territoires. Pour sortir des logiques de "bastions" s’appuyant sur l’illusion de faire "contrepoids" à la capitale, mais qui en réalité ne font souvent que renforcer les risques d’enfermement et de discriminations (discours et représentations identitaires d’opposition ville-centre/banlieue), une attention spéciale mérite d’ être accordée aux espaces urbains "tampons" (dans le cas de Paris en renforçant par exemple davantage la coopération intercommunale decentralisée entre les arrondissements périphériques et les villes de la première ceinture, ainsi qu’entre ces dernières les unes avec les autres). Le renforcement de ces territoires en tant qu’espaces de centralité métropolitaine intermédiaire avec mixité et vitalité non seulement économique mais aussi innovation culturelle, scolaire, universitaire, etc., peut contribuer d’autant à leur desenclavement symbolique, au beneficie de l’ensemble des banlieues peripheriques.

Au-delà de la question de fond, d’un point de vue plus prosaïque, il n’est pas absurde non plus pour des responsables politiques de s’adresser tout particulièrement à des territoires dynamiques démographiquement, dotés de réserves electorales potentielles fortes, et où se joue dans une large mesure l’avenir de la métropole.

**Les couches intermediaires comme point d’appui pour une politique de cohésion**

En faisant de la jeunesse une thématique forte de sa pré-campagne, François Hollande s’est d’une certaine façon positionné implicitement sur la question des "banlieues" dans la mesure où, compte tenu de leurs caractéristiques démographiques, la crise à laquelle sont confrontés nombre de quartiers péripheriques des métropoles est aussi une crise de la jeunesse française. Et les récents événements de Londres, en agissant (malgré le contexte différent), comme une piqûre de rappel des émeutes de 2005, viennent conforter l’idée que l’on ne peut bâtir un projet pour la France sans tenir compte pleinement de la realité de ce qu’est aujourd’hui sa jeunesse, et sans proposer autre chose qu’un "laisser faire" que beaucoup de citoyens perçoivent surtout comme du laisser-aller. Compte tenu du caractère croissant de la diversité d’origine de la jeunesse française, l’émergence d’un projet socioculturel inclusif et fédérateur qui s’inscrive dans le respect de la tradition humaniste française demanderait une véritable volonté et intervention politique, avec les moyens budgétaires correspondants – notamment dans le domaine scolaire et peri-scolaire. Considérer que cette question demande une attention particulière part d’une intuition juste, et témoigne d’un certain bon sens, au-delà de calculs électoralistes hasardeux qui reviendraient à considérer que, l’électorat étant chaque fois plus vieillissant, il ne se préoccuperait plus que de son départ à la retraite et se désinteresserait de l’avenir de la Nation.

Quoiqu'il en soit, il y a probablement un débat à avoir avec le Président de la République sortant sur le thème de la jeunesse et de la question culturelle (entendue au sens le plus large, et le moins élitiste, du terme). Sans tomber dans le piège de la démagogie sur les questions d’immigration et d’intégration (qu’elle soit de droite ou d’extrême gauche), et tout en étant dans une démarche "réaliste" qui tienne compte de l’état de préoccupation de l’opinion française (et de la plupart des européennes) sur ces questions, il faudra, face à Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, être en mesure de proposer une approche fédératrice comvaincante qui se distingue des approches identitaires, par nature porteuses de divisions. Une telle approche rassembleuse peut s’appuyer sur les catégories intermédiaires, notamment les millions d’etudiants et de jeunes actifs que comptent la France, dont nombre sont issus de l’immigration ou originaires des "banlieues" et qui sont, a l’instar des "territoires passerelles" evoqués au paragraphe précédent, les populations sur lesquelles on peut s’appuyer pour renforcer la cohésion nationale et offrir des perspectives d’insertion et d’épanouissement social, professionnel et culturel aux couches les plus en difficulté.

**Durabilité et "qualité" du développement métropolitain**

La nécéssité de veiller au caractère durable du développement métropolitain du "Grand Paris" est peu mise en avant par la droite. Dans le climat actuel, un modèle de croissance urbaine purement extensive et "quantitative" peut rassurer certains industriels et acteurs économiques influents, mais est de nature à effrayer les pans croissants de la population qui sont chaque fois plus sensibles aux questions environnementales. Ainsi, ce facteur joue également en faveur d’une attention particulière accordée à ces territoires urbains entourant directement les villes-centre, puisque leur densification permet de lutter contre l’étalement urbain et de rationnaliser les pratiques de transport.

D’une manière générale, mettre en avant le thème de la "qualité" du développement urbain, économique, social et culturel (pour ne pas dire "civilisationnel"), peut répondre à une préoccupation qui s’exprime en France comme dans le reste de l’Europe vis-à-vis de ce qui est perçu, sous l’effet de la mondialisation et des mutations qui l’accompagne, comme une disparition de certains savoir-faires, un mépris de l’environnement, un abandon du goût de l’exactitude et du souci de la precision, de cette "qualité qui dure" qui a tant contribué à la beauté de nos villes et la prosperité de nos sociétés. Toutes choses imperceptibles qui expliquent peut-être en partie cette forme de morosité chronique et une perte de confiance en l’avenir de parts conséquentes de la population française, que la gauche aurait grand tort d’abandonner aux seules forces politiques réactionnaires.

Prendre en compte la préoccupation de la qualité, qui est finalement au coeur du concept de développement urbain durable et de l’idée d’une société de bien-être, permettra en outre de se démarquer de l’image que renvoit l’actuel président de la République (qui apparaît aux yeux de beaucoup comme pur produit de la société du "jetable") et de proposer un concept progressiste ("la qualite pour tous") qui renvoit a l’héritage social-démocrate européen, tout en envoyant un signal à tous ceux qui se soucient plus généralement du renforcement du caractère pérenne de notre modèle de développement.

Afficher clairement la volonté d’un développement ambitieux, solidaire et harmonieux de la métropole, accorder une attention particulière aux territoires charnières qui entourent la ville-centre, s’appuyer sur les couches intermédiaires pour proposer une approche socioculturelle fédératrice en opposition aux discours identitaires, enfin mettre en avant le concept englobant de "qualité" pour promouvoir un développement métropolitain durable : voici quelques pistes possibles pour proposer à nos concitoyens une vision plus équilibrée du futur Grand Paris.

Marc Guerrien